



14 Octobre 2021

Huit ans d'opérations internationales au Sahel: Repenser la Stratégie

Beatriz de León Cobo / Irene Pujol Chica

Le 10 septembre, le Centre de sécurité internationale de l'Université Francisco de Vitoria a organisé la journée sur la politique étrangère au Sahel. Tout au long de la journée, plusieurs forums de débat et colloques ont porté sur la stabilité du Sahel et le rôle de la communauté internationale, notamment de l'Union européenne et de l'Espagne, pour contribuer à la stabilité et à la sécurité des deux rives de la Méditerranée.

Lors de la table ronde de clôture, intitulée Huit ans d'opérations internationales au Sahel : repenser la stratégie, M. Ángel Losada, diplomate espagnol et représentant spécial de l'Union européenne pour le Sahel jusqu'en 2021, M. Emmanuel Dupuy, directeur de l'Institut de Prospective et Sécurité en Europe, M. Alfonso García-Vaquero Pradal, général de brigade de l'armée espagnole, ancien commandant de la mission EUTM Mali, et M. Boubacar Ba, chercheur au Centre d'Analyse sur la Gouvernance et la Sécurité au Sahel, modéré par Mme. Beatriz de León Cobo, chercheuse et coordinatrice du Groupe d'Experts Forum de Dialogue Sahel-Europe, ont analysé l'impact des opérations internationales sur le terrain et leur évolution afin de mieux s'adapter au scénario stratégique actuel.

La chute de l'Afghanistan aux mains des talibans en août dernier, après 20 ans d'intervention, a été un coup dur pour la communauté internationale et soulève la nécessité de réévaluer la stratégie, le modus operandi et l'impact des autres opérations internationales sur le terrain. En ce sens, les opérations internationales au Sahel font particulièrement l'objet d'intérêt et de comparaison, la région étant considérée comme le berceau d'un autre conflit gelé et l'équivalent pour la France de ce que l'Afghanistan a été pour les États-Unis. Il n'est pas surprenant qu'en dépit de différences contextuelles importantes, après presque dix ans d'opérations antiterroristes, de missions de stabilisation et de formation, et d'efforts considérables en matière d'aide au développement, l'instabilité et l'insécurité restent le principal défi à relever au Sahel. Les paragraphes suivants ont donc pour objectif de passer en revue le contexte de crise dans la région, les stratégies développées par les pays européens jusqu'à présent, et les leçons à tirer pour l'avenir.

Le Sahel, un "point chaud de la crise"

Pour repenser la stratégie au Sahel, il est nécessaire de comprendre la crise à laquelle il est confronté, ou plutôt, les crises diverses et entremêlées qu'il subit, puisque, comme l'a mentionné l'ambassadeur Ángel Losada, "le Sahel est un polygone de crises" où "nous trouvons toutes les crises que nous pouvons imaginer".

D'une part, une crise économique et de développement, car malgré le fait que le territoire qui sert de transition entre le désert du Sahara et la savane soudanaise est potentiellement l'une des régions géographiques les plus riches –abritant d'abondantes ressources naturelles, humaines et culturelles¹– ses pays sont parmi les plus pauvres de la planète. Preuve en est que la plupart des pays de la région ont un PIB par habitant inférieur à 900 dollars et que, rien que cet été, quelque 8,7 millions de personnes étaient menacées de crise alimentaire ou de famine². De l'autre, des crises sécuritaires, notamment depuis la chute de la Libye et la quatrième rébellion touareg dans le nord du Mali en 2012 qui ont favorisé l'afflux d'armes et la prolifération de groupes armés - dont des groupes djihadistes liés à Al-Qaïda et à l'État islamique qui se sont progressivement étendus et implantés dans la région du nord au sud et d'est en ouest. Comme l'a souligné Emmanuel Dupuy, ces groupes sont désormais présents non seulement dans la zone des trois frontières, mais commencent également à être présents dans le sud du Burkina Faso et le nord de la Côte d'Ivoire, et leur ombre s'étend de plus en plus sur le Togo, le Bénin et le Sénégal. En outre, ils ne se contentent pas d'attaquer les forces de sécurité nationales et internationales, mais rivalisent entre eux et avec d'autres groupes armés séculiers pour le contrôle du territoire, imposant de plus en plus leur volonté à la population civile par le biais de menaces, de sièges et de massacres³.

¹ UN. The Sahel: Land of opportunities. Africa Renewal, n.d.

² The World Bank. *GDP per capita (current US\$) – Mali, Mauritania, Burkina Faso, Niger, Chad, Algeria, World*. Data.worldbank.org, 2021 ; CILSS. *Cadre Harmonisé d'identification des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle*. www.ipcinfo.org, April 2021.

³ NSAIBIA, H.; DUHAMEL, J. Sahel 2021: Communal wars, broken ceasefires, and shifting frontlines. ACLED. 2021.

A cela s'ajoutent une ou plusieurs crises inter- et intra-communautaires dans le centre du Mali depuis 2016⁴ et plus récemment au Burkina Faso⁵ et dans la région de Tillabéri et Tahoua au Niger⁶, qui opposent principalement les pasteurs peuls semi-nomades aux communautés agricoles bambara, dogon ou mossi⁷. D'autre part, il y a également des affrontements entre les communautés peules et touaregs, notamment la tribu Daoussahak. Les cycles de violence et de vengeance dans ces communautés ont entraîné la mort de milliers de civils ces dernières années, avec des exemples tels que le massacre de 160 Peuls par Dan Na Ambassagou (milice d'autodéfense Dogon) à Ogossagou (Mopti) ou celui de Sobane Da (Mopti) dans lequel des milices Peuls ont attaqué un village Dogon. Ces deux événements ont eu lieu en 2019. Si les conflits entre éleveurs et agriculteurs pour les ressources sont "séculaires", ils ont été en partie accentués par une crise climatique et une explosion démographique qui ont accru la concurrence pour l'espace, ainsi que par l'instrumentalisation des frustrations locales par les différents groupes djihadistes pour recruter des membres et générer le chaos. Aux tensions intercommunautaires s'ajoutent des frustrations intra-communautaires, notamment dans les communautés peules où différentes castes, traditionnellement plus marginalisées ou considérées comme étrangères malgré des centaines d'années de présence dans la région, sont recrutées par des groupes djihadistes qui leur promettent l'égalité de tous les musulmans au mépris de l'ordre social traditionnel. Tout cela, bien sûr, a conduit à une grave crise humanitaire et à une crise migratoire conséquente - bien que cette dernière soit plus intra-régionale qu'intercontinentale. Les mêmes communautés vivant de part et d'autre de ces frontières poreuses et longues, les tensions intra et intercommunautaires ont rapidement débordé dans la région du Liptako Gourma⁸.

Toutefois, comme l'a reconnu l'ambassadeur, "les faits ont montré (...) que le problème le plus grave est lié à la gouvernance" ou à l'absence de bonne gouvernance "qui est la même chose que ce qui s'est passé en Afghanistan". Emmanuel Dupuy était du même avis, affirmant que la réalité de 2021 "n'est pas la même que celle de 2013" et que le fait de se concentrer sur la crise sécuritaire déclenchée par la chute de la Libye nous a fait oublier que ce qui se passe est principalement le résultat de plusieurs crises politiques causées par l'exclusion sociale, la déconnexion entre le centre et la périphérie et l'incapacité de l'État à fournir des services de base. La crise de gouvernance est largement à l'origine de la révolte touareg de 2012 et des récents conflits intercommunautaires, et est mise en évidence par la vague de coups d'État et de tentatives de coup d'État qui balaie actuellement la région, et qui a récemment atteint la Guinée. Le fait que le coup d'État militaire au Mali en août 2020 ait été soutenu par la majorité de la population, avec une présence internationale très importante et sans connotation anti-occidentale de la base semble démontrer que le problème est avant tout un problème de

⁴ BENJAMINSEN, T. A.; BA, B. *Fulani-Dogon Killings in Mali: Farmer-Herder Conflicts as Insurgency and Counterinsurgency*. African Security, 2021. p.1-23.

⁵ HUON, P. *How jihadists are fueling inter-communal conflict in Burkina Faso*. The New Humanitarian, February 2020.

⁶ International Crisis Group. *Murder in Tillabery: Calming Niger's emerging communal crisis*. Crisis Group Africa Briefing N172, May 2021.

⁷ BENJAMINSEN, T, A; BA, B. *Why do pastoralists in Mali join jihadist groups? A political ecological explanation*, The Journal of Peasant Studies, 2018. p.14.

⁸ Adam Thiam. *Central Mali: Stakes and Dangers of a Neglected Crisis*, Macina Institute, Humanitarian Dialogue, March 2017.

mauvaise gouvernance. Dans de nombreuses parties de la région, l'absence de services de base, les exécutions extrajudiciaires –qui ont dépassé en 2020 le nombre de morts civiles aux mains des groupes armés au Mali⁹–, la corruption et l'impunité, ont conduit à la rupture du contrat social et fait que la majorité de la population a complètement perdu confiance en ses gouvernants. C'est sur ce point, a souligné l'ambassadeur Losada, que nous devons concentrer notre attention.

Repenser la stratégie de la communauté internationale pour stabiliser le Sahel

Action de l'UE

Dès 2011, avant la crise malienne, l'UE a reconnu l'importance stratégique de la région pour le continent européen en adoptant la première stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement au Sahel, qui couvrait en mars 2014 les cinq pays du G5 Sahel : Mali, Mauritanie, Niger, Burkina Faso et Tchad. La stratégie était pionnière en ce qu'elle mêlait sécurité et développement, deux concepts qui ne sont pas compris séparément aujourd'hui mais qui, à l'époque, n'allaient pas souvent de pair. Entre autres, l'UE a depuis lancé la mission de formation EUTM-Mali, une mission de formation et de conseil militaire, et deux missions civiles de formation des forces armées et militaires, EUCAP-Sahel Niger et EUCAP-Sahel Mali, qui sont toujours en cours. Elle a également alloué au fil des ans une somme importante à des projets de développement dans les différents pays du G5 Sahel, dont 8 milliards pour la période 2014-2020. Cependant, l'action de l'UE et de la communauté internationale dans son ensemble a jusqu'à présent été dominée par une approche sécuritaire, ce qui n'a pas empêché la propagation de la violence dans toute la région, et malgré tous les efforts et l'argent investis, l'agitation sociale continue de croître.

En conséquence, en avril de cette année, le Conseil de l'UE a approuvé une nouvelle stratégie pour le Sahel qui met davantage l'accent sur la question de la bonne gouvernance, tout en maintenant bien sûr l'élément sécurité-développement¹⁰. À cette fin, il convient de mettre davantage l'accent sur l'État de droit et la gouvernance démocratique, en exigeant une plus grande transparence et une plus grande responsabilité des institutions. Elle cherche également à renforcer le dialogue politique avec les pays de la région sur la base du principe de responsabilité mutuelle qui, comme l'a expliqué l'ambassadeur Ángel Losada, se veut triangulaire, non seulement entre le gouvernement du pays et les gouvernements européens/de l'UE, mais aussi avec et pour la population, qui doit être davantage impliquée dans le processus de sortie de crise. D'autre part, la stratégie propose d'étendre le lien entre sécurité et développement à une vision beaucoup plus globale et complète, en ajoutant la question des droits de l'homme, qui est fondamentale, et la question humanitaire.

⁹ Freudenthal, E.; Huon, P.; Nsaibia, H.; van der Weide, Y.; Bolly, M. *No strings attached? How Europe's military support for Mali closes its eyes to abuses*. The New Humanitarian, August 2021.

¹⁰ European Parliamentary Research Service. *New EU strategic priorities for the Sahel: Addressing regional challenges through better governance*. European Parliament, 2021.

Pour l'UE, il est crucial de prévenir les violations des droits de l'homme par les forces armées des pays, en mettant fin à l'impunité dans le secteur de la sécurité. En plus de la formation au droit international humanitaire, dans ce cinquième mandat d'EUTM Mali, il existe déjà un mécanisme par lequel les forces seront accompagnées pour vérifier que le processus adéquat est suivi. L'ambassadeur Losada comprend également que les capacités de l'EUTM sont limitées ; "une mission beaucoup plus importante serait nécessaire pour garantir le respect des droits de l'homme dans tous les cas, mais nous sommes sur la bonne voie et nous continuons à insister sur ce point".

Enfin, l'UE entend collaborer activement à trois des quatre piliers de la Coalition pour le Sahel, récemment créée : le renforcement des capacités des forces armées des pays de la région, le retour de l'État et des services de base, et l'aide au développement par le biais de l'Alliance pour le Sahel - laissant aux États le pilier de la lutte contre le terrorisme, auquel elle ne peut participer.

Action de la France

En tant qu'ancien pays colonial, la France entretient une relation particulière avec les pays du Sahel et est probablement le pays occidental le plus impliqué dans la région. L'intervention française a commencé initialement par l'opération Serval en 2013 et a évolué, s'adaptant aux besoins jusqu'à aujourd'hui. L'opération Barkhane, qui s'inscrit dans le prolongement de Serval, est une opération globale de lutte contre le terrorisme comportant un volet militaire et un volet civil par le biais de la Coalition pour le Sahel, qui sera bientôt mise en œuvre. Comme l'a résumé Emmanuel Dupuy dans son discours, "on ne peut pas comprendre les stratégies françaises au Sahel sans comprendre la personnalité des différents présidents français qui ont soutenu différents pays en fonction de leurs affinités idéologiques". M. Macron a clairement indiqué qu'il avait hérité des décisions et des erreurs de l'ancien président François Hollande et qu'il tenait compte de l'opinion publique nationale, qui est de plus en plus opposée à l'intervention. Pour toutes ces raisons, il a insisté lors des derniers sommets (Pau et Nouakchott) sur l'africanisation et l'eupéanisation des missions internationales au Sahel.

L'évolution stratégique de la France répond également à un changement opérationnel des groupes terroristes eux-mêmes, de plus en plus mobiles. Les missions françaises ont dû s'adapter en disposant d'une force plus légère et aérotransportable, en utilisant davantage de drones et avec les principes de légèreté, de mobilité et d'adaptabilité pour la contre-insurrection asymétrique, nécessaire pour répondre à la menace régionale. À tout cela, il est essentiel d'ajouter un redéploiement géographique, en fermant les bases où les Français ont estimé que la coopération avec la MINUSMA était suffisante et en réorientant les troupes vers d'autres zones où elles sont plus nécessaires, comme dans le centre, à Gao, Gossi et Menaka.

Concernant la nouvelle stratégie française, M. Dupuy a noté qu'il est difficile de savoir à quoi aboutira la transformation de Barkhane, non seulement parce qu'il y a des élections en France, mais aussi parce qu'il y a des élections en Allemagne et que la stratégie française prévoyait de s'appuyer sur ses alliés, dont l'Allemagne. En outre, le président Macron ne fera pas seulement campagne pour la présidence française, mais prendra également la présidence tournante de l'UE pour six mois. Macron a parlé d'un redéploiement, ce qui ne signifie pas que les Français vont retirer leurs troupes, mais plutôt qu'elles

seront transformées en une nouvelle mission pour répondre au nouveau paradigme stratégique mentionné précédemment (légèreté, mobilité et contre-insurrection asymétrique). L'opération Barkhane elle-même était déjà un agglomérat de missions préexistantes dans différents pays, dont Serval au Mali et Licorne en Côte d'Ivoire. Selon Emmanuel Dupuy, le retrait des troupes pourrait être remplacé par plus de technologie, ce qui rejoint la doctrine américaine de la "light footprint" (moins de troupes sur le terrain). Il est probable que la France décide de déployer une partie de son contingent au Niger dans le cadre de cette refonte, sur la base d'une approche pragmatique due à l'instabilité politique au Mali et au Tchad.

Toutefois, cette nouvelle stratégie pourrait avoir des conséquences inverses à celles escomptées sur deux fronts. Premièrement, lorsque le redéploiement et la transformation de Barkhane ont été annoncés, les alliés européens dans la région n'y ont pas été associés. Étant donné qu'une partie de la stratégie dépendait de la relève des forces européennes par la Task Force Takuba, cela pourrait aboutir à une moindre implication de l'UE dans les missions de contre-terrorisme, ce qui pourrait laisser un vide dans les opérations internationales. En effet, deux pays européens ont déclaré qu'ils ne participeraient pas car ils n'avaient pas été consultés.

Deuxièmement, si les militaires français sont moins présents, les pays du G5 Sahel risquent de devoir prendre le relais plus tôt que prévu et d'augmenter leurs budgets de défense, qui sont déjà bien plus élevés qu'ils ne devraient l'être (22% du budget au Tchad, 20% au Mali et 17% au Niger). De nouvelles augmentations pourraient entraîner des coupes budgétaires dans des ministères indispensables comme l'éducation et la santé.

Action de l'Espagne

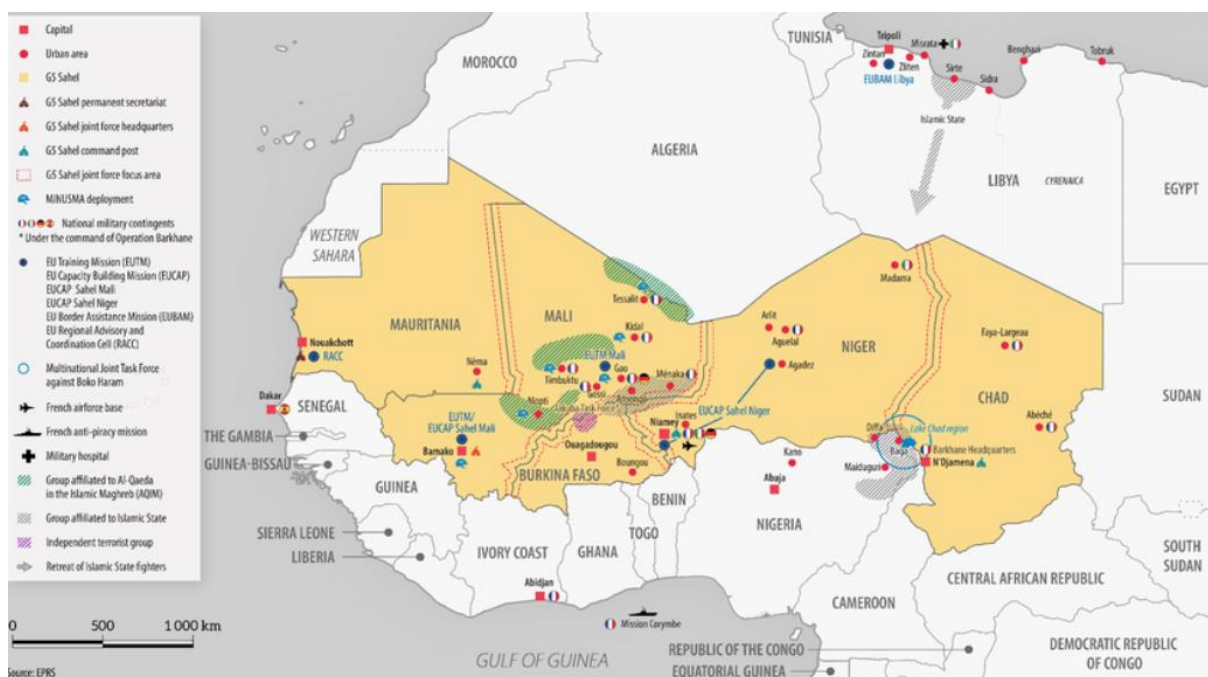
L'Espagne est le seul pays européen à posséder un territoire sur le continent africain. À ce titre, la stratégie de l'Espagne en Afrique tient particulièrement compte du concept de "frontière avancée", qui repose sur l'idée que la mondialisation a dilué les frontières géographiques et que, par conséquent, les menaces pour la sécurité nationale peuvent se développer à des milliers de kilomètres¹¹. C'est pourquoi, comme l'a expliqué le général de brigade Alfonso García-Vaquero, l'Espagne "collabore étroitement" avec les gouvernements et les armées africaines de la région par le biais d'institutions multilatérales, comme le dialogue 5+5, et de relations bilatérales privilégiées. Avec près de 30 % de ses forces armées sur le continent africain, l'Espagne est le plus grand contributeur aux missions militaires de l'UE et, au sein de l'OTAN, elle mène la promotion de la collaboration avec nos voisins du sud par le biais du dialogue méditerranéen.

Au Mali, le contingent espagnol fournit plus de 55 % des effectifs de la mission EUTM, soit actuellement environ 600 hommes. L'Espagne a également trois hélicoptères de transport déployés, deux appareils déployés à Dakar en soutien à l'opération Barkhane, réalisant plus de 30% de l'ensemble du transport intra-théâtre au Sahel. En outre, l'Espagne apporte un soutien bilatéral au G5 Sahel et aux pays voisins, à travers la conception et l'exécution de plans de coopération matérialisés par la mise en œuvre de

¹¹ Enrique Figueredo Barcelona. *La frontera avanzada*. La Vanguardia, May 2016.

diverses activités demandées par les pays concernés, dans le but de contribuer au renforcement de leurs capacités militaires afin qu'ils puissent garantir la protection de leurs sociétés et lutter contre le terrorisme et le crime organisé de manière autonome et avec leurs propres moyens. Enfin, elle travaille dans le domaine de l'éducation avec le Collège de Défense G5 Sahel à Nouakchott, en donnant des cours et en contribuant au développement du centre, notamment en ce qui concerne sa numérisation et le développement des différents programmes d'études. Dans toute stratégie de formation, l'aspect culturel est essentiel. Il faut le respecter et s'appuyer sur leurs propres procédures et traditions, en y ajoutant notre expérience et les leçons apprises.

Le général García-Vaquero estime que "nous pouvons être très fiers de ce que nos forces font dans la région, de manière discrète et désintéressée, dans le seul but d'aider ces pays afin qu'ils puissent vivre en paix et se développer correctement". Les missions espagnoles se caractérisent par l'importance qu'elles accordent au "plein respect des coutumes et de la souveraineté des pays africains et conformément au droit international". Toutefois, elle reconnaît que la grande taille du territoire signifie que l'action militaire seule ne suffit pas à assurer la stabilité régionale. La solution militaire doit être transitoire afin de stabiliser la zone et de permettre la mise en place d'actions de développement, pour renforcer les systèmes de santé, d'éducation et d'industrie.



Défis et enseignements : à la recherche de la gouvernance, de l'africanisation, d'une plus grande transparence et d'une meilleure coordination

Pour repenser la stratégie et l'avenir des opérations internationales dans la région en vue d'éviter un nouvel Afghanistan, il convient de garder à l'esprit plusieurs leçons tirées et les défis actuels.

Tout d'abord, comme mentionné ci-dessus, le principal enseignement tiré et le principal défi pour l'avenir est la recherche de la bonne gouvernance. Face aux défis de la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel, avec la Guinée, le Mali et le Tchad dans trois gouvernements de transition, la communauté internationale doit être plus exigeante envers les gouvernements de la région - tout en maintenant des relations saines et coopératives. Comme l'a souligné le professeur Ba, c'est ce que les gens sur le terrain demandent aux partenaires internationaux : être plus exigeants envers leurs dirigeants. En outre, pour accompagner le processus démocratique, il est essentiel de travailler directement avec la société civile sur les stratégies. De même, on s'est rendu compte que la solution aux luttes communautaires ne peut être militaire, "parce que les militaires, du moins au Mali, appartiennent à l'une des ethnies qui est en conflit avec l'autre". La stratégie doit impliquer les populations locales, favoriser la cohésion sociale et renforcer le lien entre la société civile et ses forces de sécurité, afin qu'elles se sentent protégées et ne doivent pas recourir aux groupes armés pour se défendre.

Deuxièmement, et en lien avec ce qui précède, se pose la question de l'appropriation ou de l'africanisation du processus de sortie de crise. Comme l'a souligné le général García-Vaquero, en tant que communauté internationale, "nous devons faire partie de la solution, mais pas prendre sa place", en référence aux gouvernements et aux sociétés du Sahel. Dans le domaine de la sécurité, il s'agit de fournir une formation pertinente aux forces armées nationales afin qu'elles puissent combattre correctement et défendre leur pays par elles-mêmes. D'autre part, Emmanuel Dupuy a souligné la nécessité d'appréhender les forces de sécurité au-delà des forces armées, en augmentant, formant et déployant davantage de gardes-frontières, d'agents côtiers et de policiers, entre autres. Il convient toutefois de souligner que l'africanisation n'implique pas un retrait complet de la communauté internationale. Selon le professeur Boubacar Ba, "il est très facile de dire qu'il faut nous laisser gérer nos propres problèmes" mais lorsqu'un pays est pris dans une série de crises aussi complexes que celles évoquées, "il est très difficile de se relever seul et demander l'aide de la communauté internationale n'est pas une faiblesse".

Bien qu'une partie de la population sahélienne réclame le retrait des troupes internationales - en particulier des troupes françaises - selon le professeur Ba, le rôle joué par la coopération internationale est généralement apprécié au Mali et dans d'autres pays de la région. Les différentes opérations internationales sur le terrain, de la MINUSMA à l'EUTM, ont montré qu'il existe un réel effort pour apporter un soutien technique et logistique au Mali - un effort qui devra toutefois être renforcé dans les années à venir. Le problème, selon le professeur Ba, réside dans la communication et la transparence des actions entreprises : bien que beaucoup ait été fait dans le passé pour aider, les communautés sur le terrain demandent toujours "qu'avons-nous fait avec le soutien de ces pays ? Où va toute cette aide ? Le troisième enseignement et défi à relever est donc d'assurer une plus grande transparence et communication autour des performances de la communauté internationale, et en particulier des opérations de formation (EUTM et EUCAP) et de lutte contre le terrorisme (Barkhane et Takuba). L'ambassadeur Losada a également reconnu qu'il était important que la population locale comprenne le cadre d'action et les limites du mandat des différentes missions, afin qu'elles ne soient pas perçues comme des forces d'occupation, mais qu'elles ne soient pas non plus censées remplir des fonctions de police, de garde-frontières ou de médiateurs communautaires. Bien que des tentatives

aient déjà été faites pour améliorer la communication des opérations européennes par le biais d'émissions de radio locales dans les langues locales, il reste encore un long chemin à parcourir.

Enfin, l'autre grand défi et leçon tirée de ces huit années d'opérations est la nécessité d'une coordination entre les acteurs internationaux. Comme l'a indiqué Emmanuel Dupuy, il existe environ dix-sept stratégies pour le Sahel (CEDEAO, UE, UA...). Le leadership et la coordination sont essentiels pour relever les défis transfrontaliers et déstabilisants qui touchent non seulement le Sahel, mais aussi la région ouest-africaine et même d'autres régions du continent : porosité des frontières, absence d'un État fort, manque de cohésion sociale, etc. Les visions des 27 pays de l'UE doivent être harmonisées, afin que les pays moins impliqués comprennent l'urgence et le défi que représente l'instabilité au Sahel et continuent à investir des ressources financières et, surtout, humaines. La difficulté de coordination au sein de la communauté internationale est également due aux divergences de vues sur la nécessité ou non de négocier avec certains chefs djihadistes. En outre, le contexte politique instable de la région rend difficile une approche unifiée, car de tous les chefs d'État qui ont lancé le G5 Sahel, un seul est encore en place. Toutefois, une plus grande coordination est essentielle pour relever les défis de la région.

Le retour des talibans au pouvoir, comme l'a mentionné le Secrétaire général des Nations Unies Antonio Guterres, a eu un impact symbolique et psychologique sur la motivation des groupes armés affectés par les forces internationales opérant en Afghanistan. Les groupes djihadistes du Sahel se sentent plus forts que jamais, sachant qu'avec de la patience, ils peuvent prendre le contrôle de la région comme l'ont fait les Talibans. La patience et les efforts de la communauté internationale pour accompagner les sociétés sahéliennes dans le processus de stabilisation de la région doivent donc être à la hauteur. En conclusion, pour reprendre les propos de l'ambassadeur Losada, c'est ce que l'Union européenne continuera à faire, puisqu'elle y a beaucoup investi et que "la sécurité du Sahel est la sécurité de l'Europe et la sécurité de l'Espagne".

Beatriz de León Cobo. Chercheuse et consultante experte en sécurité et processus de radicalisation violente au Sahel. Coordinatrice du groupe d'experts Sahel Europe Dialogue Forum et analyste au Centre de sécurité internationale de l'Université Francisco de Vitoria.

Irene Pujol Chica. Chercheuse spécialisée dans la gestion des conflits et la politique étrangère européenne au Sahel. Analyste de données-consultante pour les missions du programme de résolution des conflits du Centre Carter au Mali. Membre du [groupe d'experts Sahel Europe Dialogue Forum](#).

Cet article a reçu une subvention du Secrétariat d'État à l'Espagne Globale
du Ministère d'Affaires Étrangères, Coopération et Union

